

# CONCESSIONS OU AVANT-GARDES ?

## Les zones économiques spéciales

PAR YU SHUO (\*)

Université de Paris X – Nanterre

*Un certain Li Hongzhang, au XIX<sup>e</sup> siècle,  
a créé une entreprise de navigation commerciale à Shanghai.  
À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, Yuan Geng, dans le petit village de Shekou,  
fonde une zone économique nouvelle : deux petits effets qui ont changé  
l'histoire d'un empire. Ce développement est bien conforme aux observations  
de Poincaré qui notait que, de la circularité de micro-changements pouvait  
survenir une amplification majeure et de nouvelles dynamiques.*

*« En effet, ni acteurs, ni mouvements sociaux, ni débats d'idées  
dans les pays qui deviennent post-communistes. La conscience,  
la politique, les conflits sociaux n'occupent qu'une place très marginale  
dans le flot tumultueux des changements économiques en cours.  
La priorité absolue appartient aux changements économiques (1). »*  
Alain Touraine (1).

(\*) Le texte intégral de cet article est paru dans *Archives Européennes de Sociologie*, Cambridge University Press, XXXVII, 2, 1996, que nous remercions de nous avoir autorisés à reprendre pour ce dossier.

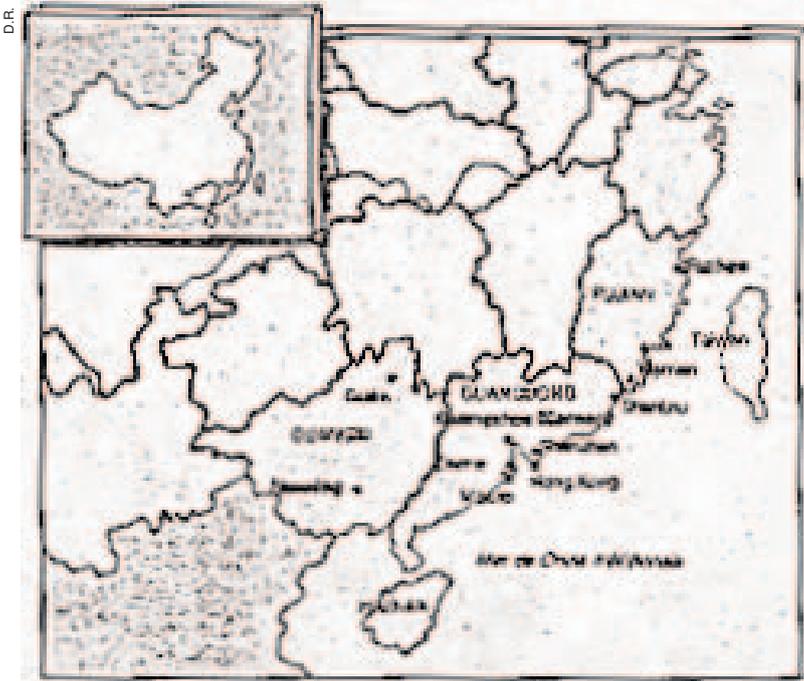
(1) Alain Touraine, *Qu'est-ce que la démocratie ?* Paris, Fayard, 1994.

En 1988, un projet inscrit dans le plan quinquennal de recherches de la République populaire de Chine et portant sur la mentalité des Chinois me conduit une première fois à Shenzhen, pour y effectuer une enquête sur les caractéristiques de la population dans la nouvelle Zone économique spéciale. La région affiche alors, dans bien des domaines, une vitalité dont la capitale et le reste du pays sont dépourvus.

À l'époque, je m'intéresse de près aux mécanismes des organisations importées et autorisées par l'État communiste. Confrontée au paradoxe d'un capitalisme à façade communiste, je m'intéresse plus encore au processus de formation d'un métissage social et culturel dans un champ nouveau : les zones économiques spéciales.

Shekou (la bouche du serpent) est située à l'ouest de Shenzhen (voir carte p. 44), sur une

DOSSIER CHINE



presqu'île qui fait face à Hong-Kong, autrefois située à l'écart sur les plans géographique et politique. Sa mise en exploitation a débuté une année après celle de Shenzhen et les responsables souhaitent voir réaliser un rapport de type sociologique sur ces dix premières années. J'y séjourne donc cinq mois et y mène mon enquête sur le thème : *Société transformée et psychologie de transition*.

Quatre ans plus tard – fin 1993 –, quand je reviens en Chine et à Shekou, le changement est très net et de double nature : il est à la fois spécifique à Shekou et propre à la Chine. En effet, si le Shekou de 1988 n'était pas la Chine à proprement parler, mais l'illustration d'une politique de réforme qui fascinait le monde de la pensée et de la politique, le Shekou de 1993 fait désormais partie intégrante de la Chine Populaire.

La Zone économique spéciale créée en 1978 s'est d'abord développée grâce à un fonds de 60 millions de yuans (RMB) (2) réunis par la China Merchants Company, une des plus grandes entreprises d'État chinoises, implantée à Hong-Kong et placée sous la juridiction du ministère chinois des Transports. À plusieurs reprises, le gouvernement

lui a conféré des pouvoirs équivalents à ceux d'une province. Pendant les premières années, Shekou ressemble à une région autonome, par rapport à l'État central, et indépendante face aux autorités locales (Guangdong et Shenzhen), gérant ses affaires et se développant de façon indépendante, y compris sur le plan social. Cette structure et cette forme, uniques en leur genre, vont être connues sous le nom de modèle de Shekou (3).

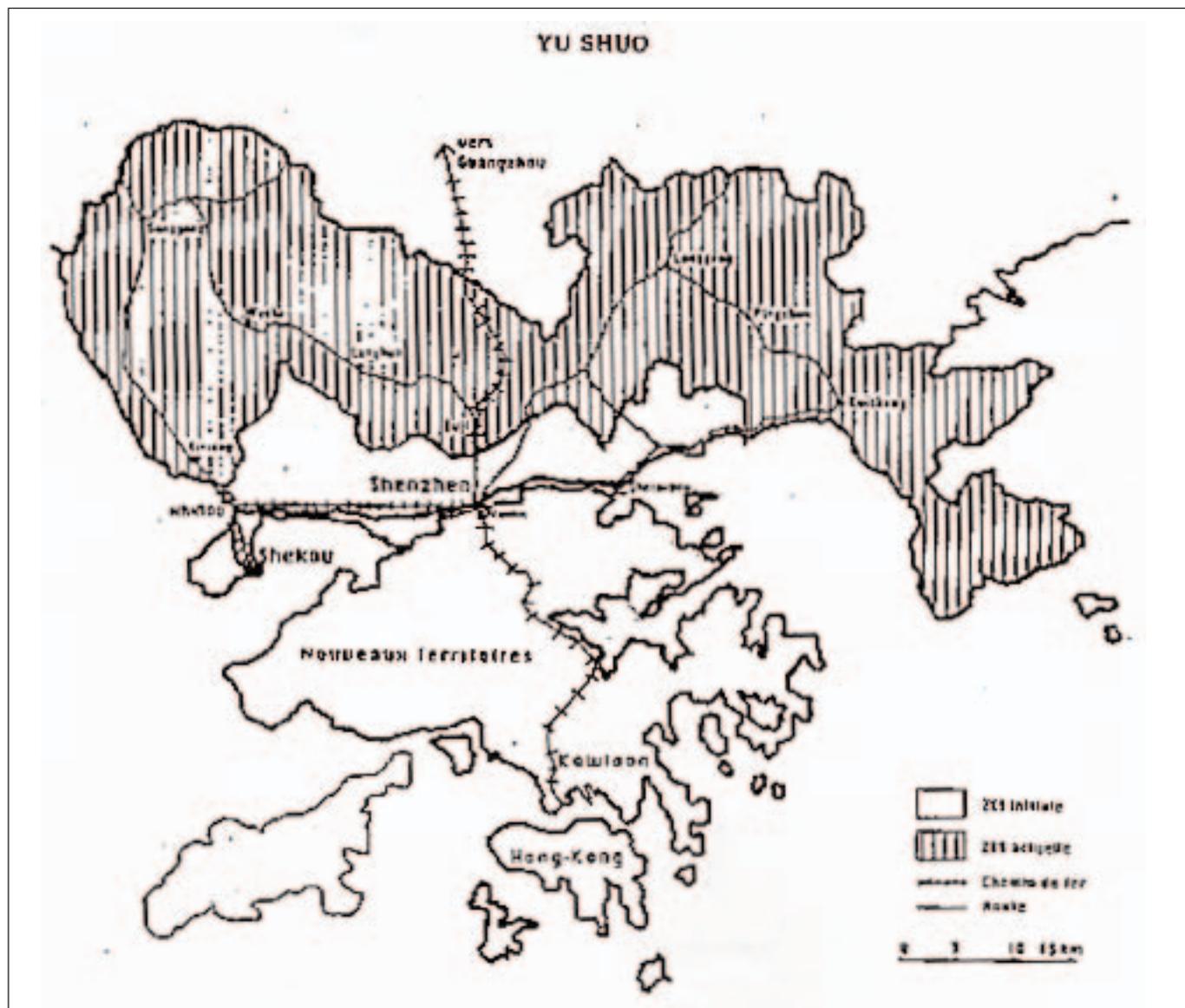
Aujourd'hui, la zone industrielle de Shekou (SKIZ) occupe 10 km<sup>2</sup> de superficie utilisée ; utilisée seulement, car l'État reste seul propriétaire de toute terre chinoise et ce, depuis 3 000 ans ! Sur cette minuscule portion de territoire, à côté d'un village de pêcheurs de 2 000 habitants, un ensemble d'installations, considéré à ce jour encore comme le plus perfectionné, a été édifié avec une rapidité fulgurante. Il comprend tout ce qu'on peut attendre d'un site analogue dans les pays développés : sources d'énergie, système d'alimentation en eau (qui fournit aussi Hong-Kong), réseau de télécommunications équipant 73 % de sa population, ensemble portuaire comprenant 32 postes de mouillage pour cargos et supertankers, réseau routier, réseau ferroviaire depuis 1994, établissements industriels, logements de tous standings, centres commerciaux, hôpitaux, établissements scolaires, du primaire au supérieur, centres culturels, jardins d'enfants, parcs publics, et même des restaurants McDonald's !

Les quelques quatre cents entreprises qui y sont implantées relèvent directement du Conseil des affaires d'État. Ce sont des sociétés à capitaux étrangers ou mixtes, ou créées en association avec des entreprises de l'intérieur (voir tableau 1). Plus de 70 % de la production est de nature industrielle : containers, matériaux de construction, produits pétroliers (les dix plus grandes sociétés pétrolières du monde sont présentes à Shekou), aluminium, gaz industriel, bateaux de plaisance, ordinateurs, verre flotté, mode et textiles, médicaments traditionnels chinois, machines-outils... La part restante concerne, pour l'essentiel, le transport maritime, l'immobilier, les finances et le commerce. Près de 71 % des marchandises produites sont écoulées sur les marchés internationaux. La SKIZ a réussi à enclencher une dynamique de prospérité et le bilan économique et social (en termes d'emploi) va au-delà des espérances. (Voir tableau ci-dessous).

Tableau 1

Cité d'après la plaquette : China Merchants Shekou Industrial Zone 1992.

Entreprises	Nombre	Investissements	Emplois
Investissements à 100 % étrangers	46	19,6 %	25,1 %
Joint-ventures	207	53,7 %	63,4 %
Coopérations	15	6,3 %	1,0 %
Investissements venant de Chine	46	15,9 %	6,4 %
Investissements Chinois d'outre-mer	34	4,5 %	4,1 %



## GENÈSE DE L'EXPÉRIMENTATION

### Un enjeu historique : le complexe de modernisation

Shekou est le fruit d'un mouvement de modernisation – qu'Alain Touraine appelle une lutte historique – qui relève des mécanismes de changement (4) : en se voulant l'agent de la modernisation, l'État s'engage vivement dans son œuvre de transformation historique et mobilise la société pour atteindre ses objectifs (5). En dépit de son idéologie politique affichée et de ses comportements autoritaires, l'État communiste chinois joue un rôle très important dans la transition vers l'éco-

nomie de marché. L'expérience de Shekou mérite assurément le qualificatif d'ultra libérale au sens économique, mais l'ombre de l'État y est toujours présente sur le plan politique.

Le 9 octobre 1978, M. Yuan Geng, ministre plénipotentiaire de l'État chinois à Hong-Kong et patron de la China Merchants Co, soumet

(2) Abréviation de Renminbi, la « monnaie du Peuple », unité monétaire chinoise

(3) Développer une zone industrielle avec les fonds avancés par une entreprise d'État d'outre-mer, lui donner une plus grande autonomie approuvée par le gouvernement concerné et l'autoriser à exercer les fonctions administratives sur sa communauté dans sa gestion indépendante, c'est ce qui est généralement reconnu comme le modèle de Shekou (brochure de présentation de Shekou).

(4) Alain Touraine, *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978, p. 135.

(5) *Idem*, p. 169.

*En avril 1979, Deng Xiaoping déclare aux responsables de la province de Guangdong : «Vous pouvez délimiter une portion du territoire que vous appellerez une zone spéciale. [...] Le gouvernement central n'a pas d'argent. Vous devez vous débrouiller seuls, tracer votre route dans le sang !».*

*Dans ce nouveau monde, les vrais héros ont un champ d'action digne d'eux.*

*(Ouvriers migrants sur le chantier de Shenzhen).*

au Conseil des Affaires d'État une demande d'instructions concernant l'exploitation des avantages de la China Merchants Co de Hong-Kong. Cette demande repose sur l'idée de la création d'une zone industrielle tournée vers l'étranger et destinée à rétablir l'équilibre des échanges entre la Chine et l'extérieur. Scandé en vingt caractères, son principe est de prendre comme point d'appui Hong-Kong et Macao, sans cesser de s'adosser à l'intérieur du pays, s'orienter vers l'étranger, développer une économie diversifiée et combiner industries et commerces.

À cet effet, la China Merchants Co bénéficierait durant cinq ans d'une exemption de versements à l'État des profits réalisés, afin d'étendre son activité et aurait tout pouvoir pour recourir à des emprunts locaux, dans la limite de cinq millions de dollars US. Elle aurait également toute latitude pour envoyer ses agents commerciaux à l'étranger,

à partir de Hong-Kong ou de Macao, sans en référer aux autorités centrales (6).

Trois jours plus tard, Yuan Geng obtient une réponse favorable à son projet. Cette rapidité est liée à un sentiment d'urgence : le gouvernement chinois, présidé par Deng Xiaoping, récemment réapparu sur la scène politique, s'est à nouveau fixé comme objectif la réalisation, avant la fin du siècle, des quatre modernisations – de l'agriculture, de l'industrie, des sciences et des technologies, de la défense nationale (7). En 1978, cet empressement est également à imputer au grand débat ouvert, cet été-là, sur le thème de la pratique comme seul critère de la vérité, débat qui marque une étape historique capitale dans l'effort d'introspection idéologique entrepris en Chine pour sortir du despotisme de la pensée maoïste.

Les Occidentaux ont bien du mal à évaluer les efforts que les Chinois, qui avaient perdu

confiance en leur propre civilisation, ont consentis depuis un siècle et demi pour étudier et intégrer les valeurs de la civilisation occidentale.

En fait, le complexe de modernisation remonte à 1872, quand Li Hongzhang, ministre du Beiyang (8), fonde des sociétés industrielles, dont la China Merchants Steam Navigation Company. Sa tentative vise à apprendre les techniques auprès des barbares pour mieux les dominer (*shiyi zhiyi*) (9) et à obtenir un enrichissement du pays fondé sur ses propres efforts (*zhiqiang*) (10). C'est ainsi qu'il approuve la requête officielle du premier chinois détenteur d'un doctorat à l'étranger, Rong Hong, diplômé de Yale, qui propose d'envoyer cent vingt enfants chinois étudier aux États-Unis aux frais du gouvernement. Li Hongzhang laissera dans l'histoire l'image d'un adorateur de l'Occident, traître à sa patrie. Pour les bureaucrates et les lettrés conservateurs de l'époque, pour ceux, plus tard, du Parti communiste et pour les historiens contemporains, c'est un personnage abominable.

Il va revenir à Yuan Geng, vingt-neuvième président de la China Merchants Co, de réaliser le rêve historique de Li Hongzhang.

Ce n'est pas un hasard si la China Merchants Co a assumé par deux fois, à un siècle de distance, la tâche de lancer la modernisation. La seconde fois, son statut d'entreprise d'État en a fait un symbole du nécessaire développement de la Chine, et son implantation à la périphérie géographique et politique du pays, ainsi que la référence historique aux précurseurs y ont contribué. Toutes les conditions sont réunies pour sonder les perspectives d'expansion économique en Chine (11).

S'étant mis en quête avec son équipe d'un nouveau site d'implantation, Yuan Geng va choisir Shekou, là où se sont jouées la vie et, le plus souvent, la mort d'une bonne part des Chinois qui tentaient de fuir vers Hong-Kong. À leur arrivée, les premiers pionniers trouvent sur les plages des squelettes blanchis, des chaussures et des coussins pneumatiques rudimentaires. « *Qu'avons-nous fait pendant ces trente ans !* », soupire le fidèle communiste Yuan Geng, qui se jure de transformer cet endroit en un lieu de résidence le plus adapté à la vie humaine, et que plus personne ne souhaiterait fuir (12).

En avril 1979, Deng Xiaoping déclare aux responsables de la province de Guangdong : « *Vous pouvez délimiter une portion du territoire que vous appellerez une zone spéciale. [...] Le gouvernement central n'a pas d'argent. Vous devrez vous débrouiller seuls, tracer votre route dans le sang !* » (13). Deux mois plus tard, le Comité central du PCC annonce la création des quatre zones économiques spéciales de Shenzhen, Zhuhai, Shantou et Xiamen.

Sur la terre rouge de Chine populaire apparaissent ainsi pour la première fois des entreprises mixtes de type capitaliste. Les discours ne mettent plus l'accent sur la lutte des classes, mais

sur l'équitable concurrence, les mécanismes du marché, la démocratie, etc. Le plus célèbre des nombreux slogans affichés dans les rues de Shekou affirme : « *Le temps, c'est de l'argent, l'efficacité, c'est la vie* ». Tout cela témoigne de l'évolution du pays vers une société post-communiste faisant la promotion de l'économie de marché si violemment fustigée pendant plus de trente ans.

Le parti-État communiste va alors être le théâtre de violents affrontements, qui opposent les réformateurs (emmenés par Deng Xiaoping, le même qui, dix ans plus tard, ordonnera les massacres de Pékin), et les conservateurs, avec à leur tête Chen Yun. Quant aux intellectuels, aux ouvriers et aux paysans, ils sont remplis d'enthousiasme par la réforme et se sentent encouragés à construire un nouveau pays et une nouvelle vie. Ce complexe de modernisation n'amène, bien entendu, pas directement la démocratie politique, dont le refus extrême sera illustré par les massacres de 1989. Mais il n'engendre pas non plus de mouvements sociaux, car l'enjeu est celui d'une lutte historique unissant toutes les forces sociales, politiques et économiques dans une nouvelle longue marche nationale, et prenant pour modèle et référence les pays occidentaux, naguère qualifiés d'impérialistes.

## La débâcle communiste

Les hommes et les femmes qui viennent travailler à Shekou arrivent de la Chine entière. Yuan Geng s'est rendu dans les principales universités du pays, dans les centres de recherches, pour embaucher des hommes de talent, et il a recruté des diplômés de Harvard de retour des États-Unis. Pour beaucoup d'entre eux, ce départ à la décou-

(6) Livre blanc, *Annales de Shekou*, 1<sup>er</sup> volume (sd).

(7) Rappelons que, dès 1965, dans son Rapport de travail au gouvernement, le Premier ministre Zhou Enlai avait évoqué cette nécessité ; mais la question était restée en suspens, en raison du déclenchement de la Révolution Culturelle. Ayant reposé le problème en 1975, il s'était heurté cette fois à l'hostilité de la Bande des Quatre.

(8) Li Hongzhang (1823-1901), Ministre du Beiyang (l'armée moderne de la Chine du Nord), équivalent d'un Premier Ministre, chargé des Affaires étrangères et de la Défense.

(9) Wei Yuan, *Waiguo tuzhi* (Annales et atlas des pays étrangers), 1841-1852.

(10) Lil Hongzhang, *Recueil des courriers du Bureau d'interprètes*, vol. 1, p. 39.

(11) Livre blanc, *Annales de Shekou*, 1<sup>er</sup> volume.

(12) Notes d'enquêtes manuscrites de l'auteur – 1988.

Voir aussi *L'Utopie de la Chine contemporaine – révélation de Shenzhen et Shekou*, collectif sous la direction de MM. Zhenfang et You Changmin, chap. I, Éd. Hongqi, Pékin, 1994.

(13) *L'Utopie de la Chine contemporaine*, op. cit.

verte d'un nouveau monde est une véritable expatriation. En effet, à l'attachement au pays natal, traditionnellement fort chez les Chinois, s'ajoute la perte du réseau serré de relations sociales où l'individu se trouve enchâssé de la naissance jusqu'à la mort. Celui qui s'engage dans une carrière, ou qui souhaite consolider des résultats déjà acquis dans une profession, ne peut se passer de l'aide du réseau de relations composé de sa famille, ses amis et ses supérieurs.

D'autre part, avant la réforme, l'État exerçait dans les villes un quasi-monopole sur toutes les ressources et toutes les prestations sociales (enregistrement de résidence, obtention d'un emploi ou d'un logement, soins médicaux, etc.). Dépendre d'une unité de travail gérée par l'État signifiait que la satisfaction des besoins fondamentaux de la vie courante était garantie. C'est pourquoi le licenciement d'un fonctionnaire constituait une sanction très sévère qui inspirait une énorme crainte (14).

C'est dans un tel contexte qu'en 1979, Yuan Geng, vieil homme encore peu connu à l'époque, tient le discours suivant : « *Certains prétendent que je suis un grand aventurier, mais cela ne me suffit pas. Je veux en plus recruter dans toutes les provinces du pays des petits aventuriers. Venez donc dans ce coin dont personne n'a jamais entendu parler et qui a pour nom Shekou. Là-bas, sur la plage déserte, vous bâtirez un port, vous construirez une ville. Pour cela, vous devrez vous couper de votre environnement actuel. Vous devrez quitter votre famille pour tâter des réformes de la Chine et leur frayer un chemin. Naturellement, votre salaire sera plusieurs fois supérieur à celui que vous touchez aujourd'hui* » (15). La promesse est, bien entendu, garantie au nom du parti-État. Après avoir pesé le pour et le contre, les hommes de talent vont se lancer dans l'aventure. Toutefois, les élites chinoises étaient traditionnellement habituées à s'expatrier pour assumer les fonctions que leur confiaient les empereurs après la réussite aux examens impériaux (*keju*). Aussi, devoir quitter son pays dans un tel contexte peut être perçu comme un honneur et une marque de supériorité.

Des réformes, certes, mais comment les réaliser ? Il s'agit, pour reprendre la formule de Deng Xiaoping, de traverser la rivière en tâtant du pied les pierres du fond. Dans un discours prononcé en 1980, Yuan Geng relativise les risques de l'aventure : « *Si cette expérience, menée sur quelques kilomètres carrés d'un "promontoire bordé de falaises" réussit, elle aura un grand retentissement dans tout le pays. Si d'aventure elle échoue, ce ne sera qu'une goutte d'eau dans la mer sans répercussion sur la situation générale du pays* ». Mais pour les premiers volontaires, venus d'autres régions, l'hypothèse de l'échec constitue une grave menace. Eux ne peuvent retourner nulle part : ils ont brûlé leurs vaisseaux.

Trois types de motivations guident ces pionniers :

- une perception directe des vices du système en place, des conflits sociaux larvés, des relations humaines tendues mais camouflées, doublée d'une représentation idéalisée du monde occidental et de son développement, qui a fait naître chez eux une forte aspiration au changement : ils ne veulent plus respecter docilement les us et coutumes, une véritable rupture psychologique et matérielle leur est devenue nécessaire ;

- la conscience des difficultés du pays et la vocation à contribuer à son redressement, rencontrent ici un traditionnel esprit de sacrifice par idéalisme ; les immigrants de Shekou se qualifient eux-mêmes de « *bœufs de défrichage* » et, de fait, pendant deux ans, ils boiront l'eau des puits et accepteront de vivre dans de simples cabanes ; n'ont-ils pas prêté serment de construire un socialisme plus éclatant que le capitalisme, à proximité immédiate du capitalisme (de Hong-Kong), afin que les fugitifs reviennent (16) ?

- enfin, ces hommes et ces femmes sont animés d'un désir d'accomplissement personnel (thème alors très en vogue) ; après trente années de régime communiste, pendant lesquelles toute notion de valeur individuelle avait été niée, la perspective d'être employé pour sa compétence propre offre tous les attraits de la nouveauté : chaque immigrant s'imagine dans la peau d'un Zhuge Liang, brillant stratège sollicité par trois fois dans sa pauvre chaumière par un roi (17). Il peut également avoir le sentiment d'être considéré pour sa valeur personnelle, comme le permet l'individualisme occidental et ce, dans un monde nouveau que chacun contribue à édifier et où tous figurent sur la ligne de départ avec des chances égales. Dans ce nouveau monde, les vrais héros ont un champ d'action digne d'eux.

Cette troisième motivation explique sans doute que l'histoire de Shekou soit également jalonnée de nombreuses tentatives pour implanter dans cette zone à vocation économique des pratiques démocratiques, naturellement inspirées d'un modèle occidental lui-même fortement idéalisé : suppression des échelons pour les cadres selon le principe d'égalité, transparence politique, conférences de presse, élections de conseils d'administration, constitution de groupes de pression, etc.

Cependant, il ne tarde pas à apparaître que, dans le train lancé en 1978, les « *bœufs de défrichage* » (les premiers arrivés) occupent toutes les places et qu'ils n'ont aucune envie de les céder démocratiquement... Dès lors, la transparence politique, les conférences de presse, les groupes de pression, toutes réalités florissantes jusqu'en 1989, disparaissent quasiment. Qui plus est, depuis la fin de 1993, la politique des revenus accentue terriblement les disparités entre les dirigeants et les simples employés et suscite un vif mécontentement.

C'est sur la base de cette relation chaotique entre investissement initial et (re)distribution que se forment de nouvelles couches sociales, adversaires potentiels et futurs acteurs de probables conflits.

---

### **Volontarisme mobilisateur de l'État central et renommée nationale**

---

Le Shekou de la première période, sorte d'éprouvette de la politique économique pour la Chine, joue consciemment un rôle de star économique et plus, politique. Le lien avec l'État se maintient ; presque tous les dirigeants chinois font leur tournée d'inspection dans cette zone, à l'exception de Chen Yun qui ne daignera pas s'y déplacer. (18).

Shekou établit aussi un lien important avec les intellectuels célèbres, à qui on a spécialement donné l'appellation d'amis de Shekou. Pendant les dix premières années (1978-1988), véritable Période des Lumières pour les Chinois, on y organise, comme dans un espace public, des sym-

*Les Chinois, après avoir connu des décennies d'extrême pauvreté, exigent un changement de vie tel qu'ils se lancent sur la route en omettant les étapes, avec un bloc d'emprunts occidentaux qu'ils n'ont ni le temps, ni la capacité d'examiner et d'assimiler.*

---

(14) Sun Liping, « Différenciation entre l'État et la société en Chine », *Chinese Social Sciences Quarterly* (Hong-Kong), 1, (1992).

(15) *L'Utopie de la Chine contemporaine*, op. cit.

(16) Présentation de China Merchants Shekou Industrial Zone en 1992.

(17) Fait historique devenu légendaire, symbole d'intelligence raconté à tous les enfants.

(18) Toutefois son fils, Chen Yuan, vice-président de la Banque de Chine et incarnation du Parti des princes héritiers – Taizi dang, les descendants des chefs d'État qui sont devenus les premiers et les plus grands capitalistes chinois d'aujourd'hui – a tout de même honoré la région de sa présence.

posiums sur différents thèmes, entre autres, la modernisation de la Chine et de ses sciences politiques ; les participants à ces colloques devenant en quelque sorte les conseillers pour un plan de développement social et démocratique, hélas mis en sommeil depuis 1989.

Nombre de célébrités de différents domaines, littéraire ou artistique, affluent également, dans l'espoir d'édifier une œuvre avec le soutien de magnats du monde industriel, comme cela se pratique dans certains pays occidentaux. Tout ceci contribue à construire une légende propre à accroître la renommée de Shekou au sein des masses populaires de l'intérieur.

L'État communiste est tenu pour le garant indispensable du changement capitaliste. Dans la Chine moderne, en effet, le parti-État est totalitaire mais, en même temps, il ne peut pas ne pas affirmer et afficher – notamment dans sa constitution – que le pouvoir central doit appartenir à une instance qui dit la volonté générale à travers un processus représentatif. Le parti unique ne peut pas ne pas demeurer formellement une association volontaire, distincte de la hiérarchie étatique (19).

Le 26 janvier 1984, Deng Xiaoping entreprend sa première tournée dans le sud. À l'époque, la controverse bat son plein autour de la question de savoir si la Chine a besoin de socialisme ou de capitalisme. La situation est grave, c'est le moins qu'on puisse dire ! Mais Deng Xiaoping ne parle guère que de la pluie et du beau temps, sans jamais aborder la question de la réforme. Il loge alors sur l'*Ancerville*, paquebot de luxe acheté à la France et installé sur la plage de Shekou par une SARL touristique à capitaux mixtes sino-hongkongais. Un jour, mis en train par de généreuses tournées d'alcool, un vice-président de la société prie Deng de calligraphier quelques caractères en souvenir de sa visite. Les mots « *le monde des mers* » apparaissent sous le pinceau du haut dirigeant. Peu après, ces caractères fleurissent sur la coque du bateau ; pour anecdotique qu'il soit, le geste de Deng constitue un symbole important de l'affirmation de la réforme.

Passant plus tard à Zhuhai, au cours de la même tournée, Deng calligraphie cette fois : « *La zone spéciale de Zhuhai est bonne* »... Un mot vaut mille pièces d'or. Ces propos plongent les habitants de Shenzhen dans l'inquiétude et la consternation. Pourquoi n'a-t-il rien dit au sujet de leur zone, après les blâmes injustes dont elle est l'objet de toutes parts ? Qui juge le vrai et le faux dans les grandes questions politiques ? Le maire de

Shenzhen envoie derechef un émissaire rejoindre Deng à Canton, pour lui demander de préciser sa position. Deng daigne alors calligraphier : « *Le développement et l'expérience de Shenzhen prouvent que notre politique d'instauration de zones économiques spéciales était juste* ». Les habitants de Shenzhen sont rassurés. Ils ne craignent plus d'être accusés de vouloir restaurer l'ordre ancien. Le premier dirigeant chinois, de retour à Pékin, confie : « *Cette visite à Shenzhen m'a laissé l'impression d'une région en plein épanouissement.*

*Cette zone se construit à un rythme très rapide, en particulier Shekou, qui a la croissance la plus forte. C'est parce que nous leur avons accordé un peu de pouvoir* » (20). Ces événements seront bientôt suivis par l'ouverture de quatorze nouvelles zones côtières.

Cherchant à trouver leur propre voie, les habitants de Shekou tentent alors de procéder à un toilettage théorique qui leur permette d'affirmer aux yeux de toute la Chine la mission morale dont ils ont été investis.

Au cours d'un séminaire sur l'économie d'une partie des villes côtières nouvellement ouvertes, Gu Mu, le vice-premier ministre, responsable du groupe dirigeant la réforme du système, déclare aux participants : « *Le Comité Central a autorisé le camarade Yuan Geng à devenir mon conseiller. En matière d'ouverture sur l'étranger, je ne possède pas de connaissances aussi étendues que les siennes. C'est pourquoi son aide m'est indispensable* » (21). La Chine entière découvre alors l'impact de Shekou.

Les événements de Tian'an Men ouvrent une seconde phase dans l'histoire de Shekou, qui subit alors les conséquences malheureuses de sa célébrité et de ses privilèges. Dès le mois de juin 1989, le gouvernement central envoie successivement quatre commissions d'enquête, chargées de tirer au clair les activités négatives de Shekou, une des zones sinistrées qui ont constitué un prélude à Tian'an Men, lesdites activités négatives consistant notamment en la publication d'articles subversifs, la tenue de séminaires de tendance libérale et la collecte de fonds destinés à soutenir officiellement le mouvement étudiant. Le journal *Shekou Tongxun bao* (prédécesseur de *Nouvelles de Shekou*) est sommé de suspendre sa parution, et son rédacteur en chef limogé. Suite à ces événements, dix *grandes mains noires* (instigateurs en coulisse) feront l'objet de sanctions. Plusieurs dizaines de gérants d'entreprises seront mutés ; ceux qui refusent d'obtempérer seront licenciés. Yuan Geng, qui occupe les postes de président du conseil d'administration de la SKIZ et de secrétaire



général du Parti communiste de Shekou, est naturellement soumis, lui aussi, à une enquête. Comme l'ensemble de la Chine, mais en bien pire, Shekou connaît alors une période de découragement, qui durera une dizaine de mois, jusqu'au premier semestre 1990.

Depuis quarante ans, la vie des Chinois était entièrement politisée mais, dans le discours maoïste, le mot politique (*zhengzhi*) ne désignait guère que la gestion des affaires d'État et n'incluait aucune notion de citoyenneté ou de bien public ; il renvoyait à la représentation générale de l'économie : « *le despotisme prolétarien contre le capitalisme, qui distingue puis traite correctement les contradictions au sein du peuple et celles entre l'ennemi et nous...* » (22).

Rejetant la politique et évitant de la critiquer, les entrepreneurs shekouens cessent par là-même de se référer à la démocratie, comprise en Chine uniquement comme la remise en cause du pouvoir. Ils se tracent une voie de portée historique : retourner à la vie. « *Laissez-moi en paix, je vis ma vie qui est en apparence peu glorieuse, mais bien réelle* » (23). Il s'agit là, paradoxalement, d'une faille considérable entre la politique et l'économie. La Chine se remet en activité.

C'est alors qu'apparaît le phénomène du passage aux affaires de hauts fonctionnaires et d'intellectuels qui « *se jettent à la mer* » et créent leur propre société en abandonnant leur poste dans une entreprise d'État. Une couche nouvelle d'entrepreneurs privés émerge alors.

Ce changement amène les acteurs historiques à se percevoir comme sujets sociaux dégagés des normes du devoir d'État, et à se donner pour objectif, non plus un idéal de vie défini par son contenu mais un simple projet de vie personnel (24). Shekou traduit la décomposition de l'unicité du système chinois, et sa recomposition en une société moderne.

## Un nouveau monde métissé

Shekou présente un métissage de caractères chinois et occidentaux. Les premiers se manifestent dans la forte intervention de l'État monopolistique et dans certains comportements orientés par les codes culturels proprement chinois. Mais la vision des Shekouens se trouve biaisée par l'occidentalisation qui se manifeste d'abord par l'afflux continu de toutes les grandes tendances de la pensée occidentale et par ce qui subsiste du marxisme dans ses versions russe et soviétique. Les Shekouens sont sensibilisés au modèle du gentleman anglais et sont très exigeants sur les caractères formellement occidentaux, tels que la rapidité et l'efficacité du développement, le sens de la

démocratie, le port de la cravate et du complet Pierre Cardin. En pratiquant opérations et coopérations commerciales avec l'étranger, ils mettent l'accent sur la nécessité de se comporter selon les codes internationaux, afin d'aider la Chine à communiquer avec le monde extérieur sans perdre la face.

Pour schématiser, Shekou n'a mis que quinze ans pour passer de l'idéologie utopiste au rationalisme économique (25) et du communisme autoritaire au capitalisme libéral, processus de modernisation qui occupe quatre siècles de l'histoire occidentale. Un pan d'histoire aussi long et accidenté, parcouru en un laps de temps aussi court, cela ressemble fort au placage irrationnel d'une civilisation sur une autre, d'où la crise d'incertitude et la perte de sens qui s'ensuit inévitablement. Les Chinois, après avoir connu des décennies d'extrême pauvreté, exigent un changement de vie tel qu'ils se lancent sur la route en omettant les étapes, avec un bloc d'emprunts occidentaux qu'ils n'ont ni le temps, ni la capacité d'examiner et d'assimiler.

Mais des décalages se sont créés et, loin de constituer une utopie radieuse, Shekou a très tôt été marquée par des conflits de pouvoir, de culture et de représentation.

## LES PROBLÈMES ACTUELS

### Les contradictions de l'économie et du politique

La zone spéciale de Shekou a perdu beaucoup de sa spécificité. En effet, depuis la reprise économique et morale survenue après la crise du 4 juin 1989, d'autres nouvelles zones ont poussé comme bambous après la pluie. Elles bénéficient de l'expérience des anciennes (à commencer par Shekou) et en tirent les leçons. Aussi ne s'imposent-elles pas le lourd fardeau des affaires

(19) J. Bidet, *Théorie de la modernité*,

suivi de *Marx et le marché* P.U.F., 1990, p. 84.

(20) Livre blanc, *Annales de Shekou*, volume 6, (sd).

(21) *Idem*.

(22) C'est encore ce type de définition vide de sens qui figure dans l'encyclopédie (*Cihai*), parue en 1989 et rééditée en 1993 sans modification. *Cihai (encyclopédie)*, éd. des Dictionnaires de Shanghai, Shanghai, 1993, p. 1653.

(23) Entretien avec un dirigeant, une des mains noires, janvier 1994.

(24) Alain Touraine, *Qu'est-ce que la démocratie ?* Paris, Fayard, 1994, p. 178.

(25) Max Weber, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964, p. 80.

## DOSSIER CHINE

publiques et sociales qu'implique le rôle de gouverneur local.

Il existe à Shekou une organisation héritée de l'ancien régime pyramidal : le croisement de l'administration linéaire (*tiao tiao*, qui permet à un ministère de faire descendre un ordre jusque dans la plus petite entreprise d'État), avec l'administration sectorisée (*kuai kuai*), selon laquelle une entreprise d'État doit se conformer aux ordres de la municipalité. Depuis 1949, les deux systèmes ont fusionné dans l'autorité du Parti communiste. Il existe des conflits entre les parties en présence, et des réformes de temps à autre, mais ces croisements du *tiao tiao* et du *kuai kuai* n'ont pas encore disparu. Tout en étant une entreprise, la Société de la Zone Industrielle de Shekou joue un rôle de collectivité locale micro-monopoliste.

Elle est donc à la fois Shekou Industrial Zone (SKIZ) de China Merchants Co du Ministère des transports de la Chine et Comité d'administration de Shekou, dans la ville de Shenzhen, dans la Province de Canton, Chine.

Pour brider sa liberté, après les mouvements étudiants de 1989, la municipalité de Shenzhen l'a ravalée au troisième (et plus bas) niveau de l'administration municipale et rattachée désormais à l'Arrondissement de Nantou. Vers la fin de 1990, l'activité économique reprenant et Shekou avançant à grands pas, la municipalité de Shenzhen s'est rendue à l'évidence et a accordé l'autonomie à la zone. Pourtant, cela s'est révélé non seulement inutile, mais encore nuisible.

Premièrement, étant donné son statut d'entreprise industrielle et commerciale, la SKIZ doit payer des impôts ; mais son rôle administratif de zone autonome l'oblige à prendre en charge les dépenses concernant toutes les affaires publiques et sociales : écoles, crèches, centre culturel, jardins publics, environnement, travaux d'urbanisme et d'utilité publique, fonctionnement du Parti communiste et du Syndicat ouvrier. Bien que la municipalité de Shenzhen lui reverse une partie de ses impôts pour les services publics, cette somme reste nettement insuffisante par rapport aux dépenses (voir tableau 2). La SKIZ doit donc financer sur ses fonds propres 343,2 millions de RMB pour les travaux d'utilité publique, alors que, sur la même période, la zone (y compris des entreprises indépendantes de la SKIZ) a versé à l'État un total de 2,46 milliards en droits de douane, impôts et taxes.

**Tableau 2 :**

Source :  
*L'utopie de la Chine,*  
*Révélation de Shekou*  
(1993),  
chap. IX, p. 11

\* en millions de RMB

	Dépenses*	Recettes* (impôts versés)
Entretien et travaux publics	166,3	
Urbanisme	338,4	
Totaux (1979-1993)	504,7	161,5

En second lieu, les rapports avec les quelques six cents entreprises de la zone ne sont pas rationalisés. La SKIZ de China Merchants Co en possède (jusqu'à la fin 1992) seulement trois cent trente-cinq, les autres étant pour la plupart des *joint-ventures* et des entreprises purement étrangères (280), qui couvrent la majeure partie des capitaux de la zone (introduisant 6,9 milliards de dollars H.K. dont 4,14 milliards d'investissements étrangers et Outre-mer) (26). La SKIZ fonctionne plutôt comme une institution de service public. Les entreprises locales n'ont certes aucun poids politique, mais le risque existe de les voir partir en cas d'insatisfaction et l'on peut dire ainsi qu'elles votent avec leurs pieds (27).

Les privilèges accordés par l'État à la SKIZ impliquent que les autres entreprises la considèrent comme le gouvernement local : on lui verse des impôts, c'est à elle qu'on demande l'autorisation pour monter une société et engager des employés, et c'est aussi bien sûr auprès d'elle qu'on fait valoir ses droits à bénéficier des services publics, puisqu'on est contribuable.

Au bout de dix ans, le déséquilibre du financement concernant les affaires publiques finit par poser question aux dirigeants de la SKIZ.





Pourquoi payer des taxes et des impôts à la municipalité de Shenzhen, alors que la SKIZ prend en charge les travaux publics ? Pourquoi les autres entreprises de Shekou ne partagent-elles pas les frais ? Les autres répondent qu'elles ont payé pour cela ; la responsabilité est donc rejetée sur l'ambiguïté des rôles de la SKIZ.

De plus, ce micro-monopole (social, politique, juridique, économique, etc.) de la zone a pour conséquence qu'elle conserve, entre autres, certains traits de l'ancien système du registre d'état-civil (*hukou*). Ainsi, chaque employé de toutes les entreprises implantées à Shekou a un dossier au Bureau d'Administration de la SKIZ, et fait donc avant tout partie des ouvriers et employés de Shekou. Le problème est que, lorsqu'une entreprise licencie un ouvrier, la SKIZ doit prendre en charge ses indemnités de chômage, alors qu'elle n'est pour rien dans ce licenciement. La SKIZ a perdu plusieurs fois lorsque des chômeurs (plus de deux mille personnes, soit 4 % de la population active à la fin 1993) l'ont attaquée en justice pour ce motif.

Il n'y a de réponse selon aucune des deux logiques, l'instrumentale et la communautaire. On trouve deux manières différentes de percevoir

cette situation. La première considère que la SKIZ devrait s'identifier uniquement à une entreprise ordinaire, dont la politique viserait tout naturellement à réaliser le maximum de profit. Les *Nouvelles de Shekou* ont ainsi pu titrer : « Il ne faut pas renoncer aux billets à seule fin de garder la face » (28). Pour la seconde conception, c'est là le destin de la SKIZ ; l'homme doit être idéaliste et se soucier du pays, et il est bien logique qu'une entreprise comme la SKIZ, qui a développé un site, continue de prendre en charge les questions communautaires. Ce double rôle n'est donc pas un fardeau mais une richesse (29).

Les premiers créateurs, dont Yuan Geng, ont maintenant pris leur retraite, d'autres se sont jetés à la mer en s'appropriant les richesses collectives. Depuis deux ans, la relation entre Shekou et Shenzhen a été améliorée par l'arrivée de nouveaux dirigeants, qui sont, dans l'ensemble, plutôt pragmatiques. Le nouveau processus politique vise au rattachement à la ville de Shenzhen, ainsi qu'à la rationalisation et à la redéfinition des rapports entre les deux fonctions de la SKIZ (30). Peut-être est-ce là le début d'une troisième phase dans l'histoire de Shekou.

### Le Parti, au service du profit

Si la Chine n'est plus à proprement parler communiste, le système du Comité du Parti existe toujours et il est même apparemment renforcé depuis quelque temps à Shekou, avant-garde de l'ouverture vers le capitalisme. Mais il change de nature. L'importance et la profondeur de ce changement, souvent discret, sont rarement perçues



(26) *Nouvelles de Shekou*, 19 décembre 1994, 13 février 1995.

(27) Entretien avec un dirigeant, janvier 1989.

(28) *Nouvelles de Shekou*, 28 novembre.

(29) Wu Wamping, « Comportements et image d'entreprise », *Nouvelles de Shekou*, 18 juillet 1994.

(30) *Nouvelles de Shekou*, 11 septembre 1995.

(31) Cf. H. Mendras et M. Forsé, *Le changement social*, Paris, 1984.



par le profane (31).

Nous pouvons, pour faciliter les analyses, diviser en trois phases l'évolution du poids du Parti communiste depuis la création de cette nouvelle zone. Dans ces trois stades règne en permanence le paradoxe.

Durant la première phase, de 1979 à 1985, la présence des organismes du Parti aux échelons de base est clandestine, de même que celle de ses membres dans les *joint-ventures*. Sous le ciel du Parti communiste, il peut sembler aberrant que ses membres se retrouvent dans la même clandestinité qu'à l'époque du Guomindang, mais en fait il s'agit là d'une stratégie consciente du Parti et d'un raisonnement chinois traditionnel, sans lesquels l'ouverture de la Chine vers le monde capitaliste et l'attraction de capitaux étrangers n'auraient pu réussir. Le Comité du Parti de Shekou, composé d'éléments plus ou moins ouverts et aventuriers, voulait dès le début créer un meilleur environnement pour les investissements en Chine populaire. Aussi cherchait-il à mettre toutes les ressources fondamentales à la disposition des investisseurs, mais aussi à créer une atmosphère politique et sociale détendue, de type occidental. Il s'agissait de dissiper le plus rapidement possible la méfiance des hommes d'affaires étrangers, de les persuader que le Parti avait considérablement évolué et ce, afin d'attirer et de retenir les amis capitalistes, leurs capitaux et leurs hautes technologies, pour pouvoir travailler de concert avec eux. Durant cette première phase, le parti exige donc de ses membres de ne pas se signaler en tant que tels auprès des patrons étrangers, de se consacrer en dehors du travail aux activités régulières d'organisation et à une vie du Parti devenue tout à fait formaliste, classable dans les jeux chinois.

Mais les premiers investisseurs étrangers vont finir par découvrir la présence de cellules communistes clandestines et par se sentir menacés. C'est ainsi qu'un patron hongkongais d'une société mixte d'aluminium tombe un soir, dans son propre bureau, sur une dizaine d'ouvriers en pleine discussion. Bien qu'il s'agisse là d'un moment et d'un lieu normal de la vie du Parti, il interpelle alors le chef de cellule : « *Nous sommes une entreprise, le Parti n'a rien à faire ici. De plus, vous auriez dû me demander mon accord pour utiliser le bureau du*

*Directeur Général* ». Les activités des organisations communistes sont donc soit interdites, soit sujettes à un sérieux avertissement, soit surveillées. Dans certaines entreprises, même, à la suite de troubles, les patrons étrangers vont licencier en priorité les employés membres du Parti. D'où le mécontentement des Chinois, pour qui les amis étrangers ne jouent pas le jeu. Certains vrais communistes se plaignent en déclarant que c'est un scandale de ne pas pouvoir mener les activités du Parti sous le Ciel du Parti, c'est le monde à l'envers.

Un autre cas intéressant est celui d'une *joint-venture* sino-danoise fabriquant des conteneurs (qui est aujourd'hui leader mondial dans sa spécialité). En 1982, une section du Parti est créée dans l'entreprise. Ses membres se réunissent le plus souvent le samedi, profitant de ce que les dirigeants étrangers (essentiellement européens) passent le week-end à Hong-Kong. Ces dirigeants, ne supportant pas la présence de communistes dans leurs murs, finissent par licencier jusqu'à deux cents employés sur les trois cent trente que compte l'entreprise. Parmi ces ouvriers licenciés figurent les trois dirigeants successifs de la section du Parti et plusieurs de ses membres. Ces licenciements provoquent parmi les ouvriers des réactions à la limite de la xénophobie. Bien que leur salaire soit trois ou quatre fois plus élevé qu'autrefois, les anciens maîtres du pays doivent brusquement se soumettre, en tant que salariés aux ordres des Étrangers, et ils redoutent à tout moment d'être licenciés. On voit alors se multiplier sur les murs des entreprises des slogans tels que : « *Si l'on tolère cela, que faudra-t-il encore tolérer ?* », ou encore : « *Faut-il laisser notre territoire foulé aux pieds par les impérialistes ?* ». Puis les ouvriers commencent à tirer au flanc. Devant les Guilaos (les « vieux démons », appellation à connotation raciste désignant les étrangers), ils font semblant de travailler, mais dès que leurs supérieurs tournent le dos, ils ralentissent la cadence, de sorte que la société est dans l'incapacité d'effectuer les livraisons en temps voulu. Plus encore : ils jouent leur argent jusqu'à l'aube et ne peuvent plus travailler normalement dans la journée. Le conflit entre les dirigeants étrangers et les employés chinois ne cesse de s'approfondir (32).

Comment ménager les relations entre les maîtres (les ouvriers) et les invités (les capitalistes étrangers) ?

C'est la réponse à cette question qui inaugure la deuxième phase (1985-1989) dans l'évolution du poids du parti communiste à l'intérieur de la zone de Shekou. En effet, devant les conflits qui ne cessent d'apparaître, les dirigeants de la SKIZ préfèrent laisser de côté le Parti, plutôt que de soutenir les maîtres. Ils ont compris qu'avec le choix de l'économie libérale, l'ancien système du Parti totalitaire doit faire place à quelque chose d'entièrement nouveau. Ils s'identifient (du moins dans un premier temps et de manière tactique) à ce nouveau rôle, mais n'en parlent pas. Le Comité du

Parti, dont certains cadres sont envoyés par le Comité central de Pékin, est désormais cantonné à un rôle logistique. Les investisseurs étrangers comprennent alors que le Parti communiste ne représente pas pour eux un danger, mais un appui, du moins à Shekou où il leur rend toutes sortes de services logistiques, les aidant à résoudre les conflits du travail et conseillant même aux ouvriers de ne pas se mettre en grève.

Pendant cette période, les cellules du Parti sortent de la clandestinité. Dans l'entreprise de fabrication de containers, les militants communistes finissent même par convaincre leur patron danois, M. Moskar, que ce sont eux les meilleurs. Malheureusement, il est trop tard pour que M. Moskar comprenne qu'il faut gérer une entreprise en s'appuyant sur le Parti. Après avoir, pendant cinq ans, accumulé les déficits, il pense que la faillite est proche et ses partenaires danois décident de céder une grande partie de leurs actions et le pouvoir administratif à la SKIZ, laquelle nomme un nouveau directeur général (devenu depuis Directeur général de la SKIZ) membre du Parti. L'un de ses slogans favoris est : « *Se couper toute retraite, s'unir comme un seul homme, être laborieux et faire honneur aux Chinois* »... Trois mois après le départ de M. Moskar, la société résorbe son déficit et réalise en outre un bénéfice d'un million de dollars H.K. (33). Elle a créé, depuis, trois filiales et elle figure aujourd'hui parmi les principales entreprises chinoises. Sa prévision de production était de cent trente mille containers pour 1995, soit le total des douze années précédentes (34). Ce redressement spectaculaire n'est

évidemment pas dû aux seuls efforts du Parti, il est aussi à mettre au compte du sentiment patriotique qui est en train de se renforcer dans la Chine actuelle.

La troisième phase, de 1989 à aujourd'hui, peut se définir comme celle d'une nouvelle évolution du rôle du Parti, qui fonctionne maintenant comme une des grandes sources de profits socio-politiques et économiques. Personne n'est gêné par cette discordance car il importe, dans la pensée chinoise, de maintenir opportunément l'équilibre entre les deux notions indissociables du *xu* (le faux, le flou, le vide, l'irréel) et du *shi* (le vrai, l'exact, le plein, le réel). Il faut être *xu* pour avoir de la souplesse dans les affaires et pouvoir tisser un voile (une apparence) protecteur, ce qui n'empêche aucunement de rester *shi*. Le Parti est considéré comme une concrétisation du *xu* : il est faux, son corps est rongé par les conflits de pouvoir et la corruption, son idée directrice est depuis toujours irréaliste ; néanmoins, il apporte encore des intérêts *shi* à ses cadres et aux militants de base, par exemple la prime du communiste exemplaire.

Pendant la première phase de la réforme, les purs responsables du Parti (ceux qui n'avaient aucune autre compétence) étaient de véritables

(32) Notes d'enquêtes de 1988 *op. cit.* ; voir aussi *L'Utopie de la Chine*, chap. VI *op. cit.*

(33) *Ibid.*

(34) *Nouvelles de Shekou*, 18 septembre et 23 octobre 1995.

(35) Entretien avec un dirigeant de Shekou, janvier 1994.

*Certains vrais communistes se plaignent en déclarant que c'est un scandale de ne pas pouvoir mener les activités du Parti sous le Ciel du Parti.*

*yuan wai* (mandarins en attente). Ni économistes, ni managers, ni techniciens, ils avaient pourtant le pouvoir et disposaient de réseaux de relations grâce auxquels ils changeaient ce qu'il fallait. Ce n'est que plus tard qu'ils ont compris la transformation de la Chine.

En revanche, les cadres communistes de Shekou, sélectionnés avant tout pour leur talent, mettent aussitôt en œuvre un nouveau jeu économique qui ne laisse aucune place aux acteurs purement politiques. Les patrons chinois étant pour la plupart membres du Parti, les deux rôles se fondent en un seul et ils disposent à la fois des avantages du pouvoir et des intérêts des entrepreneurs. Ils ne veulent pas de la dictature d'un Parti, mais du fait de ce double rôle, le Parti acquiert un nouveau mérite : on dit, par exemple, que c'est lui qui conduit la réforme en Chine.

Apparemment, la force du Parti a donc été accrue. Le recrutement des chefs d'entreprises de la SKIZ passe maintenant par des formalités supplémentaires : le choix des futurs directeurs doit d'abord être approuvé par le Secrétaire général du Parti, après quoi, chaque candidat est convoqué pour un entretien particulier avec la Commission d'organisation du Parti, et c'est, enfin, le Parti qui délivre les contrats de travail et prend en charge l'éducation patriotique.

Mais il ne jouit plus que d'un prestige injustifié et ce, uniquement dans les entreprises du peuple tout entier, où il joue un rôle secondaire, après le directeur.

Si, dans son ensemble, le Parti n'a plus un poids important en Chine, ceux de ses membres de haut ou moyen niveau y jouent un rôle considérable soit en pratiquant l'économie de marché socialiste, soit en réformant le parti de l'intérieur, soit en créant un nouveau parti (ou plusieurs).

---

### Crise des valeurs

---

Après sept ans de développement, les Shekouens ne savent plus où ils vont. Shekou, lieu de jonction de tous les éléments culturels, est une zone éblouissante où se côtoient les civilisations régionales, telles celle du Nord, expansive et rude, et celle du Sud, délicate et exquise, et des cultures mélangées et frontalières. Les cultures américaine, japonaise et européenne ont surgi simultanément pour se joindre à la ou aux civilisation(s) chinoise(s), notamment lors de la brusque fusion de l'esprit communiste (idéologique), critiqué mais présent, et de l'esprit capitaliste (rationaliste), adopté mais d'abord irraisonnablement idéalisé, puis remis en question par l'incertitude des valeurs, aussi bien originales qu'empruntées. La vie est devenue aisée, mais le taux de divorce augmente fortement ; les bœufs de défrichage tentent de garder une éthique

puritaine, tandis que leurs enfants sont hongkongisés, et que certains d'entre eux viennent à l'école en voiture de luxe.

Les Shekouens ne peuvent s'appuyer sur leur expérience trop courte, confuse, prise dans un décalage de temps et d'espace. « *Nous ressentons vivement que l'intérieur semble vide, que règnent le doute et la perplexité quant au sens. Il y a trente ans, malgré la pauvreté, nous étions tout simplement des gardes rouges de Mao ; il y a six ans, nous rêvions de nouveau d'une société idéale fondée sur la démocratie et l'égalité ; aujourd'hui, que nous reste-t-il ? l'argent ? le logement ? Oui, mais cela ne peut pas suffire* » (35). Les Shekouens sont désorientés face au retour du pouvoir du parti, à une hiérarchie sociale prononcée et à la violence des impératifs commerciaux. Par ailleurs, ils sont conscients de la crise économique et éthique en Occident, et les critiques que les intellectuels occidentaux portent sur les systèmes démocratiques et leurs principes fondateurs viennent renforcer ce désarroi.

Il faut du temps pour trouver l'équilibre entre le *xu* et le *shi*. Le *xu* (les idéaux, la forme) a une grande importance pour les Chinois. Les Chinois sont très formalistes, car la notion de solidarité collective est abstraite et ne peut les rassembler. Par exemple, ils connaissent tous très bien le simulacre des élections démocratiques sous un régime dictatorial. Mais cela n'empêche pas que

l'on vote pour quelque chose que l'on sait faux, et que l'on considère cela comme un comportement raisonnable, puisque le peuple lui-même n'existe qu'au sens du *xu*, que le peuple n'est qu'une abstraction ; il ne possède rien au monde et personne ne le représente. Cependant, les Shekouens possèdent pour la première fois leurs propres biens et constituent une communauté, dans laquelle ils s'appellent Shekouens, et non pas seulement Chinois comme autrefois. Ils doivent donc se comporter comme des citoyens responsables de leur communauté et de leur pays.

Le monde chinois n'est plus homogène et isolé, mais hétérogène et ouvert à tous, et les Shekouens connaissent aujourd'hui les tourments du monde moderne. La profonde transformation que la réforme économique apporte aux Chinois et à leur mode de vie a également, et de façon dangereuse, modifié leur façon de penser, si bien que certains oublient toute espèce de rigueur, et qu'on assiste à la banalisation de faits divers sanglants résultant du développement de la corruption.

l'Occident, la perte de crédibilité de l'appareil d'État rongé par la corruption généralisée des cadres et la forte croissance économique poussent les Shekouens à chercher d'autres repères. Le pendule oscille maintenant vers le néo-nationalisme (il faut bien redéfinir ce terme selon l'histoire chinoise). Cette tendance est perceptible aussi bien dans le peuple que chez les intellectuels ou les entrepreneurs, et jusque dans le parti-État. Le nationalisme est le seul signe puissant d'aujourd'hui, et le parti-État en exploite la fibre pour rassembler la population et légitimer le post-communisme. Le sinologue J.-P. Béja fait remarquer que, depuis la Guerre de l'Opium, hommes politiques et penseurs de l'Empire du Milieu n'ont cessé de se poser la question de la reconquête de la place de leur pays au Centre du monde (36). Après dix-sept ans de forte croissance économique, les Shekouens éprouvent la satisfaction de pouvoir de nouveau se prévaloir d'un État au patrimoine culturel de cinq mille ans puisque la dignité et la réussite individuelles des Shekouens et de Shekou même ne peuvent exister que liées avec celles de l'État. Dans un récent discours, le Directeur général explique que pour réaliser la deuxième œuvre de pionnier, il faut comprendre que le développement de la nation, celui de Shekou et la promotion des individus sont des causes et des intérêts communs (37).

Le nationalisme vise à faire de la Chine un État prospère et puissant. Avec cet objectif, me semble-t-il, la période de perte de sens à la Habermas est en train de prendre fin à Shekou. Dans les Nouvelles de Shekou, les articles répètent que la Chine est la tête du dragon de l'Asie d'aujourd'hui : « *Le centre économique est transféré en Chine, c'est pour cette raison que M. Clinton a prolongé la clause de la nation la plus favorisée, en dissociant cette décision de la question des droits de l'homme* » (38), ou encore « *Quels que soient les bouleversements qui pourraient prochainement apparaître, rien n'empêchera que la Chine devienne la première puissance économique* », et cela ne soulève aucune objection. Beaucoup ont prévu que ce sera la réalité en l'an 2010. Donc, « *le XXI<sup>e</sup> siècle sera celui de la Chine* » (39). Le complexe de modernisation prend fin avec le retour de la fierté des Chinois.

Dans les voitures et les camions on trouve de plus en plus le petit drapeau à cinq étoiles au lieu du portrait de Mao. La veille de la dernière fête nationale, une nouvelle cérémonie de lever du drapeau a eu lieu au lycée de Shekou. Cette cérémonie exalte l'ardeur des jeunes dans l'amour de la patrie,

*L'utopie shekouenne évolue vers une société hiérarchisée à laquelle le peuple chinois n'est pas encore prêt.*

*(Gardes à la frontière intérieure entre Shekou et le reste de la Chine).*

## VERS LE NÉO-NATIONALISME ?

L'incertitude des valeurs importées de

(36) Jean-Philippe Béja, « Naissance d'un national-confucianisme ? », *Perspectives chinoises* n° 30 (1995), p. 6.

(37) *Nouvelles de Shekou*, 11 septembre 1995.

(38) *Nouvelles de Shekou*, 25 septembre 1995.

(39) *Nouvelles de Shekou*, 6 novembre 1995.



dit le Proviseur ; « *Je suis fier d'être ici. Hisser le drapeau à cinq étoiles, c'est mettre la Patrie dans son cœur* » dit un lycéen (40).

Dans les discours des hommes du Parti, on a pu récemment retrouver des accusations de la vieille rhétorique telles que : « *certains managers ont été corrompus par les mauvaises idées venues de l'extérieur ; les enfants influencés par les civilisations étrangères, ont un point de vue dégradant sur la vie, les valeurs et l'éthique ; ils manquent de fierté patriotique, de responsabilité sociale, de morale désintéressée et de piété filiale* » (41).

La modification du titre *Nouvelles de Shekou* est, par exemple, un fait significatif. Dans un but esthétique, il avait été commandé à un calligraphe connu, avec des caractères complets traditionnels utilisés à Taïwan et Hong-Kong et réapparus en Chine Populaire avec la réouverture des échanges économiques. Mais le pouvoir central a ordonné à tous les journaux d'utiliser exclusivement les caractères standard simplifiés depuis 1949, dans le but très clair d'imposer son mode d'écriture face à celui de Taïwan. Le journal de Shekou a donc dû se résoudre à demander à ce calligraphe de recalligraphier son titre (42). Dans le même ordre d'idées, un article a lancé un appel à abandonner l'appellation « Shekouen », car Shekou appartient maintenant à Shenzhen. Cette appellation n'a plus de sens, de plus elle est représentative d'une mentalité des gens de Shekou qui ne veulent pas progresser ni poursuivre la tendance... (43). Néanmoins, il a ouvert un débat concernant la question de la formation d'une identité communautaire singulière, en décalage avec l'idéologie de la nation unique.

Rendre le pouvoir aux administratifs n'empêche pas que Shekou reste tout de même une star. Mais le passage sémantique de « *l'éprouvette de la réforme de l'ouverture sur le monde* » à « *un des piliers de la patrie* », ne va pas sans une forte connotation nationaliste.

## NAISSANCE D'UNE BOURGEOISIE, INACCOMPLISSEMENT DE LA MODERNITÉ

L'utopie shekouenne évolue vers une société hiérarchisée (au même sens que dans les sociétés occidentales modernes) à laquelle le peuple chinois n'est pas encore prêt. C'est pour cette raison que des articles paraissent, de temps à autres, dans les *Nouvelles de Shekou* pour démontrer la nécessité et le caractère inéluctable de cette évolu-

tion (44). Depuis la fin 1993, l'Administration de la SKIZ a commencé à mettre en œuvre une nouvelle politique d'augmentation des salaires et des avantages des dirigeants. Ces salaires mensuels peuvent atteindre plus de dix mille yuans, alors que celui d'un ouvrier de Shekou est de sept mille yuans environ, équivalent à celui d'un professeur d'université de la Chine intérieure. Mais la plupart des ouvriers d'État en Chine ne touchent que de deux à trois cents yuans... quand l'entreprise fonctionne encore à plein, ce qui n'est souvent plus le cas. Ils touchent alors des indemnités de quelques dizaines de yuans, qu'ils doivent parfois attendre pendant des mois (45).

Pour la première fois en Chine, une bourgeoisie (pour éviter le sens trop flou de classe moyenne) telle qu'on l'entendait en Europe par opposition à l'aristocratie, apparaît sans être perçue dans son ensemble, parce que l'arbre cache la forêt. Elle est pourtant déjà bien établie. Cette nouvelle classe est composée d'élites que l'on rencontre dans trois milieux :

- les directeurs des entreprises d'État (comme la SKIZ) et certains chefs administratifs, qui profitent de toutes les ressources (y compris les titres, la réputation et les réseaux de relations, les capitaux, les privilèges et avantages en nature comme les repas d'affaires, la voiture et le téléphone gratuits) et préparent un nouveau partage par la privatisation limitée ; il sera donc difficile de réimplanter l'idéal communiste qui impliquerait le partage de leurs biens ;
- les directeurs des entreprises privées ou étrangères qui estiment, depuis plus de dix ans, être des héros au champ d'honneur, comme le dit un patron d'une société privée de Hong-Kong, naguère sous-directeur général de la SKIZ, et qui s'est « jeté à la mer » ; ils accumulent des capitaux considérables et jouent déjà un rôle primordial sur le plan économique.

Ces deux catégories développent un pouvoir face à l'État centralisé, et elles ont choisi volontairement le marché. Elles sont une des conditions nécessaires de la démocratie, puisque l'économie de marché et la démocratie politique apparaissent à beaucoup comme les deux faces de la même monnaie (46). Mais leur prétention à faire du pays la première puissance économique pourrait renforcer le nationalisme qui menace – et souvent, détruit – la démocratie (47).

La troisième catégorie est constituée par les intellectuels, y compris les enseignants des centres de formation et des lycées, les journalistes, les écrivains et les artistes : ils furent pour la plupart occidentalistes et initiateurs de la démocratie, mais ils préfèrent aujourd'hui revenir à la culture traditionnelle chinoise et prétendent définir de nouvelles normes morales. Il est difficile de parler du rôle des intellectuels chinois, parce qu'ils évoluent au gré des fluctuations politiques et économiques.

Les ouvriers, hier encore aristocratie du

Prolétariat, souffrent beaucoup d'avoir perdu leur prestige. C'est aussi pour cela que la popularité de Mao Zedong s'est maintenue, par nostalgie de l'égalitarisme. À Shekou, ils connaissent déjà la nouvelle conception qui se concrétise par des grades ou des statuts hiérarchisés, avec des repères comme le salaire, la qualité du logement, le train de vie. Ils tentent de se protéger par le droit de grève, ou en s'adressant au Syndicat des Ouvriers, qui joue un rôle ambigu d'intermédiaire entre eux, le Parti, et le capital étranger. Les études sociologiques manquent sur ce sujet fondamental.

Force est de constater le transfert des positions : les dirigeants chinois (communistes) occupent aujourd'hui, aux côtés des dirigeants étrangers (impérialistes) des positions supérieures à celles de la classe ouvrière.

À vrai dire, Shekou est confrontée au défi de la modernité. Sur le plan national, tant que le pouvoir cherche sa légitimité dans la tradition, le droit de conquête ou la volonté divine, la démocratie est impossible. Elle devient possible quand le détenteur du pouvoir est conçu comme un représentant du peuple, chargé d'appliquer les décisions de celui-ci, seul détenteur de la souveraineté (48). Mais comment le peuple décide-t-il ?

À Shekou même, le compromis entre deux logiques – rendre le pouvoir administratif à Shenzhen et développer coûte que coûte l'entreprise industrielle – risque de s'éloigner de ce que les Shekouens pratiquèrent au départ, et de l'esprit moderne du monde qui considère le développement comme la gestion politique des tensions sociales entre l'investissement économique et la participation sociale. La corrélation avec la démocratie est évidente : la démocratie apparaît comme la condition, et pas seulement comme le résultat, de cette gestion (49). En tant que sujets d'une société moderne, les Shekouens doivent se forger une mentalité indépendante de la domination politique totalitariste, en développant une représentation valorisante de soi, et de l'interindividualité (50). Cela implique le respect des cultures, des droits des autres et des règles juridiques et politiques au sens démocratique. Sans cela, la modernité ne peut voir le jour.

L'unité socio-économique de la Chine n'existe plus. L'échelle des développements comparés du sud-est au nord-ouest du pays montre des situations complètement différentes. La Chine chinoise n'existe plus, non plus. À Shekou, les habitants étrangers (plus de 400) représentent environ 1 % de la population et contribuent à la construction d'une nouvelle ville chinoise. Ils y consacrent leur temps, leur intelligence, leurs capitaux et leur culture. Une personnalité importante du Parti écrit dans les *Nouvelles de Shekou* : « Nous avons un alliage de civilisations comprenant la civilisation industrielle, et la modernisation à laquelle contribuent nos habitants venus de l'étranger, c'est notre fierté » (51). Je préfère les appeler Shekouens plutôt qu'Étrangers, et insister sur le fait que ces

interactions sont en train de forger un climat socio-culturel bien différent de celui d'une société fermée. Désormais, tout en ayant conservé son système pendant soixante-dix ans, Hong-Kong est rattachée à la Chine, aucune frontière ne la sépare plus de Shekou, laquelle projette d'ailleurs de construire un pont la reliant directement aux Nouveaux Territoires. Les Shekouens sont maintenant obligés de confronter leurs ambitions nationalistes aux valeurs universelles de la Démocratie internationale.

## POSTFACE (1999)

C'est en 1998, à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de la ZES de Shekou, que la réflexion sur cette expérience a pris un tour nouveau. À travers les manifestations et la couverture médiatique de l'évènement, les Chinois ont pris conscience du caractère exceptionnel de cette innovation locale, car elle a servi de point d'inflexion à la trajectoire historique de la Chine toute entière et les télévisions ont diffusé dans l'ensemble du pays ce témoignage du décollage vers la modernité.

Le *Journal d'Économie* lui-même, organe du Conseil des Affaires d'État chinois, a publié un reportage intitulé « *Regard rétrospectif sur Shekou* ». L'auteur écrit à propos de l'évènement : « *Ce n'était guère une coïncidence historique, mais un rendez-vous historique. Qui aurait pu prévoir que le premier bruit de la dynamite utilisé pour la mise en chantier de Shekou deviendrait une salve en l'honneur de la création des zones économiques spéciales de notre pays ? À partir de Shekou, la*

(40) « Hisser une conviction élevée », *Nouvelles de Shekou*, 2 octobre 1995.

(41) *Nouvelles de Shekou*, 11 sept. et 20 novembre 1995.

(42) *Nouvelles de Shekou*, 30 octobre 1995.

(43) *Nouvelles de Shekou*, 13 novembre 1995.

(44) Voir Lu Jianhua, « La Chine a besoin de l'idée d'une hiérarchie raisonnable », *Nouvelles de Shekou*, 21-02-94, p. 6.

(45) Le taux de déficit des entreprises étatiques en général avait atteint jusqu'à 30-40 %. En 1993, la plupart d'entre elles ne sont plus qu'une carcasse vide, et ce sont les entreprises non étatiques qui soutiennent la croissance économique du pays. À la fin de 1993, dans la province de Canton, il y avait 52 % d'entreprises non-étatiques ; le taux de croissance des premières était de 7 à 10 % supérieur à celui des secondes. Voir Chen Yan, « Le système, problème crucial d'approfondissement de la réforme », *Nouvelles de Shekou*, 22 novembre 1993.

(46) Qiu Xiaohua, « Une situation idéale va apparaître », *Nouvelles de Shekou*, 28 novembre 1994.

(47) Alain Touraine, *Qu'est-ce que la démocratie ?* Fayard, 1994, p. 219.

(48) *Ibidem*, p. 99.

(49) *Ibidem*, p. 115.

(50) *Ibidem*, p. 225.

(51) *Nouvelles de Shekou*, 20 novembre 1995.

(52) *Le Journal d'Économie*, reportage spécial, 1 Nov. 1998.

*Chine a formé sa capacité à s'ouvrir à tous les niveaux* » (52). La création de cette première ZES constitue donc un événement d'un poids historique aussi important que celui de la fondation de la China Merchants Steam Compagny en 1872, elle-même symbole de la transition de l'ancien régime traditionnel vers la Chine moderne.

Vingt ans après, comment les Shekouens voient-ils leur passé ?

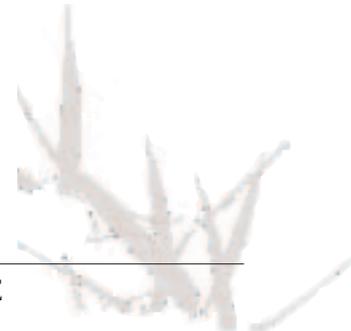
Deux grandes catégories d'opinions s'opposent. La première souligne que la dynamique est en déclin malgré la réelle puissance économique de la ZES de Shekou. L'esprit pionnier a disparu et il a fallu accepter l'arrivée de nouveaux venus dont les mentalités sont différentes. Ces gens regrettent aussi la disparition des tentatives d'évolution politique qui avaient vu le jour au tout début. Ils auraient certainement été flattés d'avoir ainsi été « l'éprouvette » de la réforme politique de la Chine : « *Aujourd'hui, de plus en plus nombreuses sont les voix qui, partout dans le pays, se font entendre pour promouvoir la réforme du système politique,*

*cependant qu'à Shekou, le pays natal de l'utopisme, l'apathie et le silence gagnent* » (53).

La seconde a cours surtout chez les dirigeants actuels, pour lesquels la taille de Shekou en fait une entreprise et rien de plus. Un économiste remarque que, si elle a été une star brillante à l'époque du fondateur, Yuan Geng, c'est essentiellement dû à son rôle politique.

Cette expérience dérogatoire était une décision de Deng Xiaoping et Yuan Geng l'a menée à son sommet en ne sachant rien des théories économiques : il se situait dans la seule perspective politique. Or, les temps changent et maintenant Shekou doit réaliser « *une deuxième oeuvre de pionnier* » en profitant de la proximité de Hong Kong pour parachever son développement économique (54).

Il faut remarquer que c'est grâce à cette discussion sur le rôle fondateur de Shekou que les Chinois commencent, neuf ans après, à s'exprimer dans les journaux, avec une certaine audace, sur les événements du Printemps de 1989.



Yuan Geng lui même déclarait récemment : « *Shekou a remporté à un moment donné une victoire mais il ne pourra pas toujours en être ainsi, du fait de sa taille. Il faut toutefois reconnaître que son déclin est essentiellement lié aux événements du printemps de Pékin. La modernisation de la politique et de l'économie vont de pair... La transition de la modernisation du système politique est maintenant à un point critique. C'est un devoir pour chacun de promouvoir ce mouvement là où il se trouve... C'est ce qui permettra d'élever l'état d'esprit des Chinois et de les délivrer de l'obsession extrême qu'ils ont du pouvoir et de l'argent* » (55).

Ce que sera l'avenir, nul ne peut le dire, mais il est certain que la dynamique actuelle de la Chine est, elle aussi une sorte de mouvement non linéaire. Un certain Li Hongzhang, au XIX<sup>e</sup> siècle créa une entreprise de navigation commerciale à Shanghai, puis Yuan Geng, dans le petit village de Shekou fonda une zone nouvelle : deux petits effets qui ont changé l'histoire d'un empire. Ce

développement est bien conforme aux observations de Poincaré qui notait que, de la circularité de micro-changements, pouvait surgir une amplification majeure et de nouvelles dynamiques (56). Il avait ainsi perçu qu'un système simple pouvait se transformer en une complexité extrême. ●

*La zone économique spéciale de Shenzou.*

(53) Zhu Jianguo «La fable de Shekou peut-elle être transmise ?» *Nouvelles de Shekou*, 3 mai 1998.

(54) «La construction de la démocratie de Shekou au lendemain de sa création», *Le Journal de Shenzhen*, 30 octobre 1998.

(55) Xi Shangren, «Nouvelles idées de Yuan Geng» *Nouvelles de Shekou*, 13 décembre 1998.

(56) Briggs & Peat, trad. Dimitri Stoquart, *Un miroir turbulent, guide illustré de la théorie du chaos*.